

Déclaration du Mouvement aux Etats-Unis pour la libération des Cinq envers la solidarité internationale

Nous faisons cette Déclaration au nom des organisations suivantes: le Comité national des Etats-Unis pour la libération des Cinq, le Comité international pour la libération des Cinq et les organisations de l'émigration cubaine regroupées à Miami au sein de l'Alliance marxiste: la Brigade Antonio Maceo, l'Alliance marxiste (en tant qu'organisation individuelle), l'Alliance des travailleurs de la communauté cubaine (ATC), l'Association José Martí et le Cercle bolivarien de Miami, en représentation de toutes les organisations et partis politiques qui aux Etats-Unis font partie du mouvement de solidarité avec les Cinq.

A travers cette Déclaration nous réaffirmons notre engagement inébranlable de maintenir et de renforcer nos efforts pour exiger la libération immédiate de nos cinq frères Gerardo Hernandez, Ramon Labañino, Antonio Guerrero, Fernando Gonzalez et René Gonzalez, innocents des chefs d'accusation que le gouvernement leur impute.

Aujourd'hui, 13 octobre 2009, a eu lieu dans cette ville de Miami, à la Cour fédérale du district Sud de la Floride, l'audience de réduction de peines d'un de nos cinq frères, Antonio Guerrero, une des trois qui ont été ordonnées en septembre 2008 par l'ensemble de la Cour d'appel du onzième circuit. La Cour fédérale de district n'a pas encore fixé de dates pour les deux autres audiences de réduction des peines: celles infligées à nos frères Ramon Labañino et Fernando Gonzalez.

En septembre 2008 l'ensemble de la Cour d'appel du onzième circuit a annulé les peines à perpétuité d'Antonio et de Ramon, accusés de complot pour commettre un délit d'espionnage, et elle a aussi annulé la peine de 19 ans de prison de Fernando pour d'autres délits, des peines qu'on leur a infligées en décembre 2001.

Aujourd'hui, la Cour fédérale de district a condamné Antonio à 21 ans et dix mois de prison pour un délit qu'il n'a pas commis : conspiration en vue d'espionnage.

Indépendamment du procès judiciaire et des décisions qui en émanent, dans lequel nos cinq frères sont impliqués, notre engagement pour exiger la libération immédiate des Cinq demeure et demeurera inébranlable jusqu'à l'obtention de leur libération.

Le procès judiciaire engagé contre nos cinq frères n'a rien n'à voir avec la justice. Il s'agit, et il s'est toujours agi d'une affaire politique.

Depuis le triomphe de la Révolution cubaine en 1959, les gouvernements des Etats-Unis, ont maintenu contre le peuple de Cuba une politique d'agression permanente. Le recours à la violence contre le peuple cubain a constitué une part fondamentale de cette politique d'agression. Les gouvernements des Etats-Unis ont été durant ces décennies impliqués directement ou indirectement, à travers des organisations terroristes de l'extrême-droite cubano-américaine, dans d'innombrables actions terroristes contre le peuple cubain, qui ont causé

la mort de plus de 3 478 Cubains, et handicapé à vie plus de 2 099 autres, mettant en danger la paix, la sécurité et le bien-être de ce peuple.

Dans un acte d'autodéfense de son peuple, le gouvernement cubain, comme le ferait n'importe quel autre gouvernement responsable, a confié à ces cinq Cubains la tâche d'infiltrer les organisations terroristes de l'extrême-droite cubano-américaine qui à Miami, pendant des décennies, ont impunément mené des campagnes de mort et de terreur contre le peuple cubain. Telle était la tâche des Cinq, la seule.

Au lieu d'arrêter les terroristes et de les traduire devant les tribunaux pour leurs crimes, le gouvernement des Etats-Unis, complice de ces funestes campagnes de mort et de terreur, a arrêté les Cinq, cela fait 11 ans depuis le mois de septembre dernier, et les a maintenu jusqu'ici arbitrairement en prison.

C'est pour ces raisons qu'aujourd'hui à Miami nous réaffirmons et nous faisons savoir à nos cinq frères, à leurs familles, à tous nos camarades du mouvement pour la libération des Cinq aux Etats-Unis et dans le monde, ainsi qu'au peuple cubain, notre décision inébranlable de continuer et d'accroître nos efforts pour obtenir leur libération immédiate.

A Miami, le 13 octobre 2009.